



Conception et expérimentation du « Dispositif d'inclusion artistique » (DIA)

Favoriser l'accueil des personnes en situation de handicap au sein des établissements
publics de pratiques et d'enseignement artistiques

RAPPORT FINAL- SYNTHÈSE

Projet porté par l'association MESH – Musique Et Situations de Handicap
dans le cadre de la convention au titre de la Section V du Budget de la CNSA
Appel à projets thématique 2016

*Améliorer l'accès des personnes en situation de handicap
ou de perte d'autonomie à des activités de loisirs choisies*

du 1^{er} décembre 2016 au 31 mai 2019

1. Le porteur de projet, ses partenaires et ses soutiens

Le porteur de projet : l'association MESH

Fondée en 1984, l'association MESH - Musique Et Situations de Handicap - œuvre à l'amélioration de l'accessibilité des pratiques musicales pour les publics en situation de handicap, tout particulièrement dans les lieux d'enseignement et de pratique de la musique dits "ordinaires" afin de répondre au principe du droit d'accès à la culture pour tous.

Les partenaires du projet

De nombreux partenaires se sont mobilisés pour participer au présent projet et ont rejoint les différentes instances de travail et de suivi de l'expérimentation :

- **Comité de pilotage** (suivi des avancées et du bon déroulement de l'action - prise de décision pour la réalisation, le suivi et la mise en œuvre du projet à chaque étape-clé) : département du Val d'Oise (Direction de l'Action Culturelle), département des Hauts-de-Seine (service partenariats et interventions culturels – Pôle Culture), MDPH du 92 et du 95, DRAC IDF – service de l'action territoriale (Medhi Idir), CRD d'Argenteuil (D. Kenigsberg), CRD de Chaville (V.Bojinski), INS HEA (C. Bataille).
- **Comité de projet** (étude, élaboration et formalisation des propositions de fonctionnement du dispositif aux plans administratif, financier et pédagogique - réalisation de l'expérimentation – participation à l'évaluation de l'ensemble des éléments de contenu et de forme du dispositif) : département du Val d'Oise (Direction de l'Action Culturelle), département des Hauts-de-Seine (service partenariats et interventions culturels – Pôle Culture), MDPH du 92 et du 95, CRC de Persan, CRD de Clamart, les directeurs et élus du territoire du Val Parisien (95), des personnes ressources qui ont apporté leur expertise sur différents points de l'étude.
- **Organisme évaluateur** : l'association OPALE¹, sélectionnée par le porteur de projet pour l'accompagner dans le processus d'évaluation interne sur la période de montage et d'expérimentation de son projet et pour la réalisation d'une évaluation « externe » post-expérimentale.

2. La démarche du projet

2.1 Rappel des objectifs initiaux du projet

- Organiser, à l'échelle d'un territoire donné et au sein même d'une structure publique d'enseignement musical, l'accueil d'élèves en situation de handicap sévère dans une dynamique inclusive.
- Proposer une offre de pratique artistique de proximité, dans un périmètre limité autour du lieu de vie de la personne handicapée.
- Accompagner l'élève dans une démarche d'intégration culturelle au sens large : pratique musicale collective mais aussi participation à la vie artistique de l'établissement d'accueil du DIA et à la vie culturelle locale (concerts, spectacles, etc.).
- Mutualiser les moyens inter-établissements culturels à l'échelle intercommunale pour accueillir les publics handicapés et initier une réflexion partagée des professionnels sur l'adaptation de leurs dispositifs d'accueil.

Le projet d'expérimentation du DIA avait pour objectifs initiaux d'impulser la mise en place et la mise en œuvre de ce dispositif au sein de trois intercommunalités franciliennes et ce, au bout d'une période d'incitation et d'accompagnement évaluée à 24 mois.

2.2 Démarche projet et ressources mobilisées

Principales étapes et calendrier du projet

Suite à la signature de la convention avec la CNSA en date du 1^{er} décembre 2016, et conformément au calendrier initialement prévu, le projet d'expérimentation du DIA s'est articulé en 4 temps successifs :

Étapes	Contenu des actions mises en œuvre	Calendrier initial	Calendrier effectif
Étape 0	Constituer une équipe et mobiliser les partenaires – Analyser la situation et fixer les objectifs	Juin à déc. 2016	Juin à déc. 2016
Étape 1	Étudier, élaborer et formaliser les propositions de fonctionnement du dispositif DIA aux plans administratif, financier et pédagogique	Déc. 2016 à mars 2017	janvier à août 2017
Étape 2	Réaliser l'expérimentation du DIA dans trois conservatoires franciliens	Avril 2017 à juin 2018	Sept. 2017 à juillet 2018
Étape 3	Évaluer l'ensemble des éléments de contenu et de forme du dispositif et ses conditions de transférabilité à d'autres territoires	Mai à octobre 2018	Sep.2018 à avril 2019
Étape 4	(selon conclusions de l'étape 3) Valoriser et communiquer sur l'expérimentation du DIA pour diffusion du modèle aux autres territoires	Novembre à décembre 2018	Novembre 2018 à avril 2019

L'échelle intercommunale ayant été identifiée comme étant la plus adéquate pour l'implantation des DIA sur le territoire, trois conservatoires agréés relevant de 3 intercommunalités différentes sont sollicités à l'étape 0 pour constituer les lieux d'expérimentation du DIA :

- Communauté de communes du Haut Val-d'Oise : Conservatoire à Rayonnement Communal de Persan (95).
- Communauté d'agglomération Vallée Sud Grand Paris (T2) : Conservatoire à Rayonnement Départemental de Clamart (92).
- Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise : Conservatoire à Rayonnement Régional de Cergy-Pontoise (95).

À l'issue de l'étape 1, deux lieux d'expérimentation étaient engagés dans le projet : le CRD de Clamart et le CRC de Persan. Leur engagement dès cette phase du projet a permis le déroulement des étapes suivantes dans les temps impartis de l'expérimentation.

¹ <https://www.opale.asso.fr/>

Suite au renoncement du CRR de Cergy-Pontoise à participer au projet, les démarches immédiatement engagées auprès des élus et directeurs d'établissement d'enseignement artistique du territoire du Val Parisis n'ont quant à elles pas été suffisantes pour identifier un 3ème lieu d'expérimentation pouvant s'inscrire dans le calendrier du projet.

Des points d'étape, réalisés avec OPALE tout au long des phases 1 et 2 de l'expérimentation, ont permis d'adapter la stratégie de développement du projet aux difficultés rencontrées sur le terrain.

Au terme de l'étape 2 (soit en fin de 1^{ère} année d'expérimentation du DIA), 3 réunions sont organisées avec Opale pour finaliser la phase d'évaluation interne et engager les démarches dédiées à l'évaluation externe, tandis que le porteur de projet poursuit son travail d'accompagnement des professionnels du CRC de Persan à la mise en œuvre du DIA, en réponse à leur demande.

Durant l'étape 4, MESH participe à plusieurs événements pour valoriser et communiquer sur l'expérimentation du DIA et sensibiliser les autres territoires à l'utilité du dispositif.

2.3 Description des résultats obtenus et productions réalisées

Évolution de l'action dans les différents territoires

1. VAL PARISIS

Dès l'annonce du renoncement du CRR de Cergy-Pontoise à participer à l'expérimentation en cours d'étape 1, les porteurs de projet ont engagé de nombreuses démarches pour mobiliser les élus et équipes de direction des établissements d'enseignement artistique du territoire du Val Parisis. Les multiples actions communicationnelles n'ont pas abouti à l'engagement effectif d'un de ces potentiels partenaires dans le temps imparti de l'expérimentation proposée, malgré leur intérêt unanimement exprimé pour le projet.

Pour autant, elles ont eu pour effet de sensibiliser élus et directions de conservatoires aux démarches de mise en accessibilité, ce qui s'est concrétisé par la mise en place d'avancées notables avec l'implantation d'un *atelier tremplin* au conservatoire d'Eaubonne (permettant ainsi l'accueil de 8 élèves en situation de handicap sévère en septembre 2018) et la programmation d'actions partenariales entre MESH et plusieurs communes du territoire dès l'année scolaire 2019-2020.

Les résultats

- Mise en place d'une convention avec la ville d'Eaubonne pour l'implantation d'un *atelier tremplin* au conservatoire municipal en septembre 2018 pour offrir une pratique musicale adaptée à des élèves en situation de handicap sévère du secteur, dans une dynamique d'inclusion au sein de la vie artistique de l'établissement.
- Perspectives partenariales entre MESH et la Ville de Taverny pour un accompagnement en faveur du développement de l'offre artistique accessible du conservatoire et du territoire.
- Sensibilisation et formation de plusieurs enseignants artistiques du Val Parisis.

2. CRD DE CLAMART / T2 - VALLÉE SUD GRAND PARIS

Dès l'étape 0 du projet, le CRD de Clamart et la Direction des Affaires Culturelles du T2 se sont engagés dans le dispositif d'expérimentation : menant une politique d'accueil d'élèves en situation de handicap effective depuis plusieurs années, le projet d'implantation d'un DIA a été perçu comme une opportunité de développement institutionnel et territorial qualitatif et structurant de l'offre accessible existante.

A noter que l'accord des tutelles pour la mise en place du DIA au sein du CRD était soumis au strict respect d'un fonctionnement à budget constant.

Les résultats

- Création d'un atelier DIA d'1 heure à la rentrée 2017.
- Développement des compétences de l'enseignant DIA (formation, concertation, mise à disposition de ressources).
- Impact des actions menées dans le cadre de la présente expérimentation sur le territoire :
 - Mise en place d'un partenariat entre MESH et le CRD de Sceaux/Bourg-la-Reine ;
 - Réalisation d'un état des lieux et d'actions de formations spécialisées au CRI de Châtenay-Malabry
 - Programmation d'une rencontre avec les élus et les équipes de direction des établissements d'enseignement artistique du T2 pour présentation du DIA ;
 - Formation de 32 enseignants artistiques du territoire dans le champ de la pédagogie musicale adaptée.

Remarque : les actions de communication engagées n'ont pas généré d'inscriptions d'élèves au sein du DIA du CRD de Clamart lors sa mise en place en septembre 2017. Ce constat d'échec s'explique par une conjoncture institutionnelle fort défavorable à la progression du projet avec tout particulièrement le départ du directeur du CRD de Clamart (annoncé en octobre 2017 et dont le poste est resté vacant durant 8 mois) et l'absence de relais par sa tutelle.

3. CRC DE PERSAN / HAUT VAL D'OISE

Le CRC de Persan accueille des *ateliers tremplins* encadrés par MESH depuis septembre 2015. Ce sont ces ateliers qu'il a été décidé initialement de dédier au DIA et de développer à la rentrée scolaire de septembre 2017.

A l'issue de l'étape 1, l'équipe du CRC de Persan a souhaité aménager le dispositif de manière à ce qu'il puisse intégrer les élèves, déjà inscrits au conservatoire, dont les difficultés à suivre un enseignement « traditionnel » avaient été repérées.

Deux formes de DIA ont donc été distinguées :

- Un « DIA-APM² » dédié, conformément à la vocation initiale du DIA, aux élèves sévèrement handicapés ;
- Un « DIA-FM³ » dédié aux élèves dont les besoins particuliers nécessitent l'aménagement du dispositif pédagogique (avec la mise en place de cours à effectif réduit et d'un encadrement humain renforcé notamment) inscrit dans un « parcours personnalisé ».

De même, il a été décidé d'intégrer parmi les bénéficiaires du DIA les élèves inscrits en cursus dit « adapté » (exemption de certains cours parmi l'offre complète habituellement proposée).

Cet ajustement du dispositif a ainsi permis de prendre en compte l'ensemble des besoins spécifiques des élèves de l'établissement, que la situation de handicap ait fait l'objet ou non d'une reconnaissance par la MDPH. Les besoins d'adaptation de l'ensemble des élèves, ne pouvant intégrer un parcours « ordinaire » sans aménagement sur mesure ou nécessitant une offre artistique adaptée, sont ainsi couverts par le dispositif DIA.

Les résultats

- Création en septembre 2017 de 4h dédiées aux ateliers DIA-APM (pour 11 élèves en situation de handicap sévère et/ou ne pouvant intégrer le cursus ordinaire), de 3h dédiées aux ateliers DIA-FM (pour 16 élèves présentant des difficultés d'apprentissage), d'un temps de coordination pour le référent handicap de 1h30, soit un total de 8h30 heures dédiées au DIA ;
- Augmentation des effectifs des élèves relevant du DIA à 51 à la rentrée de sept. 2018 pour un total de 9h15 dédiées au DIA ;
- Développement d'une dynamique institutionnelle en faveur de l'accessibilité, initiée par la mise en place du DIA au sein de l'établissement : formation des enseignants et programmation de concerts accessibles ;
- Travail approfondi sur le rôle du référent handicap en établissement d'enseignement artistique avec, pour prolongement, la réalisation d'un film documentaire, la contribution à la constitution d'un réseau départemental des référents handicaps du Val d'Oise et la conception d'une formation professionnelle de 2 jours sur le thème « Le référent handicap en établissement d'enseignement artistique ».
- Conception d'outils de cadrage institutionnel et de suivi pédagogique pour les élèves relevant du DIA.

2.4 Limites et difficultés rencontrées et actions mises en œuvre pour les surmonter

Une période peu propice à l'engagement du projet

La période au cours de laquelle l'action a débuté étant celle des campagnes pour l'élection présidentielle, puis pour les élections législatives, le porteur de projet s'est heurté à l'indisponibilité massive des différents élus sollicités.

En outre, la période de réforme territoriale alimentant les incertitudes sur les éventuelles modifications financières et territoriales à venir pour les municipalités ne leur permettait pas d'envisager des créations de budget pour ce projet.

Ajustements mis en œuvre par le porteur de projet :

- La persévérance du porteur de projet a abouti à l'organisation de plusieurs rencontres avec les partenaires du territoire du Val de Paris, elles-mêmes suivies par des avances significatives en faveur de l'accueil des personnes handicapées dans les conservatoires du territoire (implantation d'*ateliers tremplins* au conservatoire d'Eaubonne et actions partenariales programmées avec la Ville de Taverny notamment).
- L'accompagnement du porteur de projet au montage de dossier de demande de subvention auprès de la DRAC IDF et de la Communauté du Haut Val d'Oise a permis au CRC de Persan de financer la mise en place du DIA dans son établissement.

L'indisponibilité des équipes de direction

L'indisponibilité récurrente des directeurs des établissements d'enseignement artistique (conséquence de leur surcharge de travail habituelle) a constitué un frein indéniable à la bonne avancée du projet dans le calendrier arrêté, tout particulièrement au CRD de Clamart dont le poste de direction est resté vacant durant l'étape cruciale de mise en œuvre du DIA.

Ajustements mis en œuvre par le porteur de projet :

- Pour le territoire du Haut Val d'Oise : MESH a mis en place une collaboration directe avec la référente handicap du CRC de Persan pour faire progresser le projet dans les délais impartis.
- Pour le l'établissement public territoriale Vallée sud Grand Paris : MESH s'est tourné vers le département des Hauts-de-Seine pour organiser des rencontres territoriales et faire progresser les actions en faveur du DIA sur le territoire.

L'inscription du projet dans un temps nécessairement long

Eu égard à la complexité des engagements multi-partenariaux à initier pour l'implantation d'un DIA (pour identifier l'établissement d'accueil et concrétiser les actions inhérentes à la mise en œuvre du dispositif) d'une part et à la mobilité et/ou à l'indisponibilité récurrente des différents partenaires (directeurs d'établissement, élus ...) d'autre part, la mise en place du DIA nécessite un temps long, pour lequel le calendrier de 24 mois de la présente expérimentation s'est avéré insuffisant.

Ajustements mis en œuvre par le porteur de projet :

Afin de prolonger les actions initiées dans le cadre de la présente expérimentation, MESH s'est engagé auprès de chacun de ses partenaires des 3 terrains d'expérimentation à poursuivre le portage du projet au-delà du calendrier initialement fixé.

Du « dispositif » à la « démarche » : un concept qui a dû et su évoluer au fil de l'expérimentation

L'appellation « dispositif » étant apparue au fil de l'expérimentation inadaptée à la bonne progression des actions sur le terrain, le concept initial du DIA a évolué pour être présenté comme une démarche de progrès en faveur de l'accessibilité artistique d'un territoire plutôt que comme un « dispositif clé en main ».

² APM : Atelier de Pratique Musicale

³ FM : Formation Musicale

Ajustements mis en œuvre par le porteur de projet :

MESH a su moduler son positionnement et, selon les besoins, passer du rôle d'organisateur dans la mise en place d'un dispositif, à celui d'accompagnateur dans l'élaboration d'une démarche d'accessibilité.

De la nécessité d'un conventionnement entre le porteur de projet et ses partenaires

L'absence de conventionnement entre MESH et les territoires d'expérimentation pour cadrer les actions du porteur de projet et les inscrire dans une temporalité précise a constitué un frein significatif à l'avancée du projet (notamment au CRD de Clamart).

Ajustements mis en œuvre par le porteur de projet :

Dès l'étape 1 de l'expérimentation, MESH a proposé à ses interlocuteurs le principe d'une contractualisation souple permettant de délimiter les actions à mener sur une durée spécifiée (démarches, malgré de nombreuses relances, restées sans effet).

3. MÉTHODES ET RÉSULTATS DES ÉVALUATIONS INTERNES ET/OU EXTERNES

3.1 Démarche d'évaluation mise en place

MESH a sollicité l'association Opale pour l'accompagner dans le processus d'évaluation dite « interne » sur la période de montage et d'expérimentation de son projet et pour la réalisation d'une évaluation « externe » post-expérimentale pour disposer de données quantitatives et qualitatives permettant d'apprécier l'efficacité du dispositif éprouvé.

- L'évaluation interne, conduite au moyen de 4 réunions de travail, a permis d'identifier les points d'achoppement et de questionner les méthodes employées pour co-construire des stratégies d'ajustement des actions – dans leurs fond et forme – tout au long du projet.
- L'évaluation externe s'est concentrée sur l'évaluation de la pertinence, l'impact et la cohérence des actions déployées au CRC de Persan, en analysant les retours à des questionnaires adressés aux bénéficiaires du dispositif et aux professionnels concernés du conservatoire.

3.2 Résultats de l'évaluation

Évaluation interne

Conduite tout au long des phases opérationnelles de l'expérimentation du dispositif sur le terrain (étapes 1 et 2), l'évaluation interne a permis d'analyser notamment les différents freins susceptibles d'expliquer la lenteur de progression de la mise en place du DIA sur certains territoires et de faire évoluer en conséquence les stratégies de développement du projet.

Du « dispositif » à la « démarche »

La stratégie d'adaptation essentielle qui s'est imposée au fil de l'expérimentation a consisté à faire évoluer le concept de « dispositif » vers celui de « démarche », qui met en valeur l'idée d'une « mise en tension » vers un objectif plutôt que d'un plan à suivre « clé en main » et qui permet un ajustement des actions aux différents niveaux d'avancement et d'engagement des partenaires de l'expérimentation. Ce glissement conceptuel du DIA, en tant que démarche d'inclusion artistique au sens large, a permis de proposer *in fine* la mise en place d'une démarche de progrès sur un territoire en vue de l'inclusion artistique de toute personne en difficulté d'apprentissage (que le handicap soit diagnostiqué ou pas encore).

Renforcer un positionnement et l'image d'une structure « ressource » et « accompagnante »

Cette évolution conceptuelle du DIA, essentielle à la concrétisation des actions sur le terrain, a impliqué un nouveau positionnement du porteur de projet à l'égard de ses partenaires : celui de structure ressource en appui à la dynamique d'inclusion artistique propre à chacun des territoires.

Évaluation externe

L'évaluation externe porte sur l'analyse de 33 retours aux 51 questionnaires adressés aux bénéficiaires du DIA au CRC de Persan, (soit un taux de réponse de 65% dont 97% sont des parents d'élèves), ainsi que sur les contributions de l'enseignant en charge de l'encadrement du DIA, de la référente handicap et du directeur du conservatoire.

- **Appréciation des services offerts** : 94% des répondants se déclarent satisfaits de l'accueil du conservatoire et estiment que les cours dispensés dans le cadre du DIA répondent à leurs attentes (les attentes principales se concentrent sur l'adaptabilité des propositions - contenus, rythme, méthodes pédagogiques – et sur la dynamique d'inclusion).
- **Demandes d'amélioration** : pour les quelques parents d'élèves qui expriment des demandes, on peut citer la possibilité d'assister – en tant que parent – à un cours de manière occasionnelle, une meilleure concertation entre les intervenants et les parents (temps de rencontre plus importants à envisager) et une diffusion plus large de l'information sur l'existence du DIA.
- **L'encadrement – Les retours des professionnels** : les 3 témoignages des encadrants (enseignant DIA-APM, référente handicap et directeur du conservatoire) mettent chacun en exergue le rôle crucial du référent handicap dans la réussite du dispositif : l'accueil des familles, la prise en considération de leurs attentes et la mise en place progressive d'une relation collaborative, la concertation pédagogique interne, l'adaptation sur mesure des méthodes et supports pédagogiques, etc. sont autant de facteurs de réussite de l'inclusion des élèves handicapés au conservatoire. Grâce à la création des DIA-FM, le directeur de Persan note d'ores et déjà la réduction du taux d'abandon en 1^{er} cycle de ses élèves.
- Une meilleure coordination de l'information et de l'organisation interne est posée mais ce type de problématique semble inévitable dans le contexte de la mise en place d'un nouveau dispositif pédagogique. Des marges de progrès sont donc ouvertes, mais dans un environnement qui s'est déclaré favorable au processus, et dont les premiers résultats sont encourageants.

4. BILAN DE L'ACTION

4.1 Analyse critique du projet

Sur les démarches d'identification du lieu d'implantation

- **Prendre appui sur l'engagement d'un établissement pour convaincre les collectivités locales** : les expérimentations conduites sur les 3 territoires, et tout particulièrement celui du Val Parisis sur lequel le DIA n'a pu être mis en place dans le calendrier du projet, ont montré que la mobilisation d'un établissement d'enseignement artistique prêt à accueillir le DIA était le préalable indispensable à la sollicitation des collectivités.
- **Choisir un site d'implantation « structuré » pour l'accueil des publics handicapés** : compte-tenu des exigences de développement structurel inhérentes à la mise en place d'un DIA (nomination d'un référent DIA - rouage central du dispositif -, organisation des temps supplémentaires de concertation entre enseignants et entre enseignants/parents d'élèves, définition et mise en œuvre d'un plan d'actions de communication, formation des enseignants, action territoriale, etc.), le choix d'un établissement d'implantation ayant déjà mis en place des mesures institutionnelles pour organiser l'accueil des publics handicapés (avec notamment la nomination d'un référent handicap, la formation des enseignants, etc.) - ou ayant les moyens de les mettre en œuvre à l'occasion de la création du DIA - constitue un gage de réussite.

Sur le financement du DIA

Un des facteurs de réussite de l'implantation d'un DIA dans un établissement donné consiste à s'assurer au préalable d'un dégagement possible de lignes de financement dédiées (par redéploiement des ressources financières internes pré-existantes ou obtention de subventions dédiées), ce que le porteur de projet n'a pas suffisamment anticipé lors des étapes 0 et 1 de l'expérimentation au CRD de Clamart.

Sur le concept du DIA : un cadre d'accueil structurant pour tous les élèves à besoins particuliers

Le concept du DIA initial, centré sur l'accueil des personnes sévèrement handicapées dans une dynamique inclusive, a considérablement évolué au fil de l'expérimentation pour devenir une démarche d'inclusion au service de l'ensemble des élèves qui nécessitent des aménagements pédagogiques particuliers.

Si cette « inflexion conceptuelle » avait été opérée dès le début de l'expérimentation (notamment dès l'étape 1), la mise en œuvre des actions au CRD de Clamart et sur le territoire du Val Parisis aurait été très probablement facilitée.

Sur la dimension territoriale du DIA

Le travail de concertation territoriale pour harmoniser l'offre artistique adaptée et mutualiser les moyens (matériels, formation des professionnels, travail en réseau, etc.) entre les différents établissements d'enseignement artistique d'une même intercommunalité constitue un axe fort du dispositif.

Le DIA n'ayant pu pleinement se déployer que sur le territoire du Haut Val d'Oise dans le temps imparti de l'expérimentation, cette composante centrale n'a pu être correctement explorée dans la mesure où le CRC de Persan est le seul lieu d'enseignement artistique de son territoire.

Les perspectives de travail au-delà du calendrier de la présente expérimentation, notamment sur le territoire du T2, permettront de développer ce volet du dispositif.

Sur le développement des outils de cadrage du DIA

- Les conclusions de l'évaluation externe montrent la bonne efficacité des différents outils développés tout au long de l'expérimentation : le niveau de satisfaction des bénéficiaires du dispositif, autant que celui des professionnels concernés, témoignent de la pertinence des outils de cadrages institutionnel et pédagogique conçus pour accompagner la mise en place du dispositif.

L'analyse des leviers de réussite de l'expérimentation au CRC de Persan, autant que des différents points d'achoppement rencontrés sur les deux autres territoires, a permis de dégager des conditions d'essaimage du DIA sur d'autres territoires, la première d'entre elles étant la possibilité de s'inscrire dans un temps long, eu égard aux préalables indispensables à la mise en place du DIA : mobilisation multi-partenariale, organisation de l'équipe administrative et pédagogique du lieu d'accueil, dégagement de lignes de financement dédiées, etc.

4.2 Suites données au projet

CRC de Persan	<p>A la demande du CRC de Persan, prolongement du travail d'accompagnement de MESH pour consolider le dispositif et contribuer à sa pérennisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Intégration de cet objectif à la convention partenariale 2019 qui lie MESH au département du Val d'Oise ; → Dépôt d'un dossier de demande subvention auprès du FDVA « Fonctionnement et Innovation » pour l'année 2019, intitulé « Accompagnement de la mise en place de démarches d'inclusion artistique en établissement de pratique et d'enseignements artistiques sur le territoire du Val d'Oise, pour les publics handicapés », avec pour terrain d'action précisé le conservatoire de Persan.
Territoire du Val Paris	<ul style="list-style-type: none"> → Rencontre organisée avec les élus et l'équipe de direction du conservatoire municipal de Taverny le 9 mai 2019 et décision de mise en place d'une convention entre MESH et la ville de Taverny pour l'année 2019-2020 ; → Rencontre à programmer avec les élus et l'équipe de direction du conservatoire d'Eaubonne pour étudier les modalités partenariales à mettre en œuvre en vue de la « conversion » des <i>ateliers tremplins</i> de MESH en DIA (avec prise en main administrative et pédagogique des ateliers par un conservatoire du Val Paris à envisager en septembre 2020) ; → Repérage et formation (si nécessaire) d'un enseignant pour l'encadrement du futur DIA.
Département du Val d'Oise	<ul style="list-style-type: none"> → Organisation d'une rencontre départementale (rassemblant les directions d'établissements d'enseignement artistique et collectivités du Val d'Oise), au dernier trimestre 2019, dédiée à la présentation du DIA ; → Coordination en 2019 par MESH du projet de constitution du collectif départemental des référents handicap : subvention accordée par le FDVA « Fonctionnement et Innovation » en 2018.
CRD de Clamart Département des Hauts-de-Seine	<ul style="list-style-type: none"> → Programme d'actions partenariales entre MESH, le CRD de Clamart et le CRI de Châtenay-Malabry pour développer le DIA sur le territoire Vallée Sud Grand Paris, voire même l'étendre sur le secteur du GPSO (Grand Paris Seine Ouest) avec la mobilisation du conservatoire de Chaville : intégration de cet objectif à la convention partenariale qui lie MESH et le département des Hauts-de-Seine au titre de l'année 2019 ; → Organisation d'une rencontre associant les directions des établissements d'enseignement artistique, les collectivités du T2 et le département des Hauts-de-Seine à l'automne 2019 pour présenter les résultats de l'expérimentation du DIA et envisager ses perspectives de développement sur le territoire et au-delà.
Au-delà des territoires d'expérimentation	<ul style="list-style-type: none"> → Préfiguration d'un outil de communication à destination des élus et des agents des collectivités pour présentation du DIA ; → Production de ressources sur le sujet du référent handicap : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Réalisation d'un film documentaire sur le référent handicap en établissement d'enseignement artistique (2019) ; ▪ Conception d'une formation professionnelle « Le référent handicap en établissement d'enseignement artistique » de 2 journées (programmation Philharmonie de Paris en mai et décembre 2019).

5. Recommandations

Mobiliser les établissements d'enseignement artistique et les collectivités pour organiser une offre artistique accessible à tous à l'échelle de leur territoire

- Prendre appui sur le corpus législatif national et international pour faire connaître les exigences légales en vigueur et rappeler tout particulièrement aux directeurs de conservatoires et à leurs élus leur responsabilité à faire respecter la législation relative à l'accessibilité universelle dans tous leurs champs de mission (enseignement, action culturelle, diffusion).
- Convaincre de la nécessité de désignation d'un site « tête de réseau territorial DIA » : la désignation d'un site « tête de réseau territorial DIA » apparaît indispensable pour non seulement répondre aux besoins et demandes de pratique artistique des personnes en situation de handicap sévère du territoire (dans le cadre de cours collectifs notamment) mais également pour coordonner les actions en faveur du développement de l'offre artistique accessible à l'échelle de l'intercommunalité, que ce soit dans les champs de l'enseignement spécialisé, des actions culturelles et de la diffusion (accès aux œuvres).

Le processus d'identification de l'établissement d'implantation du DIA

Le processus de décision du lieu d'implantation du DIA doit respecter un certain nombre de critères pour favoriser la réussite du projet : l'identification des acteurs décisionnaires selon les compétences attribuées du territoire et le repérage des établissements d'enseignement artistique « éligibles » au dispositif.

Dans tous les cas, la volonté et la mobilisation entière des équipes administrative et pédagogique de l'établissement d'enseignement artistique pressenti pour porter le DIA sont un préalable incontournable à la réussite de la mise en place du dispositif ; de même, le choix d'un établissement d'implantation ayant déjà mis en place des mesures institutionnelles pour organiser l'accueil des publics handicapés (avec notamment la nomination d'un référent handicap, la formation des enseignants, etc.) - ou disposé à les mettre en œuvre à l'occasion de la création du DIA - constitue un gage de réussite.

Diffuser une information large sur l'existence du dispositif aux différents acteurs

Selon les cas, la décision d'implanter un DIA peut être insufflée par une intercommunalité (notamment lorsqu'elle dispose de la compétence culturelle), une commune et/ou être le fruit d'une volonté propre d'un établissement d'enseignement artistique qui mobilisera alors sa tutelle.

C'est la raison pour laquelle il est indispensable d'envisager une communication large sur le dispositif qui puisse atteindre aussi bien les agents et élus des services culturels des collectivités territoriales que les directions des lieux d'enseignement artistique. C'est dans cette perspective qu'a été envisagée l'élaboration d'un vademécum dédié à la présentation du DIA, pour diffuser une information complète sur le dispositif tant sur ses objectifs que sur ses modalités de mise en place institutionnelle et son fonctionnement.

Apporter un cadrage clair des missions de l'établissement porteur du DIA

- Nommer le référent handicap DIA
- Une démarche en plusieurs étapes :
 - Réaliser un état des lieux territorial
 - Organiser une offre artistique accessible harmonisée sur le territoire
 - Former les professionnels
 - Favoriser le travail en réseau
 - Programmer les actions d'information et de communication aux publics handicapés du territoire

Dégager des lignes de financement pour la mise en place puis pour le fonctionnement du dispositif

Un des facteurs de réussite de l'implantation d'un DIA dans un établissement donné consiste à s'assurer au préalable d'un dégagement possible de lignes de financement dédiées (par redéploiement des ressources financières internes pré-existantes ou obtention de subventions dédiées).